

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Labelle

Code géographique : 78120

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claire Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-03-29 Signature _____

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LABELLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23-1, 23-2 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Budget

Les données présentées à titre de budget de l'exercice terminé au 31 décembre 2010 ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques, conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce budget.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables agréés

PATRICE FORGET, CA auditeur
MONT-TREMBLANTDATE 2011-03-29

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 738 506	3 735 006			3 735 006	3 633 261
Paiements tenant lieu de taxes	2	123 436	139 185			139 185	123 159
Quotes-parts	3						
Transferts	4	222 988	272 535			272 535	273 538
Services rendus	5	85 920	140 857			140 857	130 793
Imposition de droits	6	198 250	259 341			259 341	251 203
Amendes et pénalités	7	18 000	16 761			16 761	13 592
Intérêts	8	25 000	62 534			62 534	56 339
Autres revenus	9	104 396	111 150			111 150	113 414
	10	4 516 496	4 737 369			4 737 369	4 595 299
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		25 000			25 000	68 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						538 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		25 000			25 000	606 000
	18	4 516 496	4 762 369			4 762 369	5 201 299
Charges							
Administration générale	19	746 743	740 719	15 674		756 393	795 745
Sécurité publique	20	510 973	481 063	47 502		528 565	517 739
Transport	21	887 570	906 146	297 301		1 203 447	1 220 874
Hygiène du milieu	22	623 505	600 372	292 390		892 762	841 884
Santé et bien-être	23	5 870	2 298			2 298	5 870
Aménagement, urbanisme et développement	24	286 315	359 979	11 395		371 374	286 766
Loisirs et culture	25	587 263	641 328	44 166		685 494	637 548
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	196 110	211 894			211 894	241 889
Amortissement des immobilisations	28	653 322	708 428	(708 428)			
	29	4 497 671	4 652 227			4 652 227	4 548 315
Excédent (déficit) de l'exercice	30	18 825	110 142			110 142	652 984

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 825	110 142	652 984
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 25 000 ) (	( 606 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	18 825	85 142	46 984
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	653 322	708 428	684 774
Produit de cession	5		4 137	4 500
(Gain) perte sur cession	6		(1 880)	(4 500)
Réduction de valeur	7			
	8	653 322	710 685	684 774
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	440 792 ) (	460 726 ) (	660 694)
	18	(440 792)	(460 726)	(660 694)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	142 150 ) (	51 104 ) (	32 229)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			19 213
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(89 205)	(118 187)	(59 508)
Montant à pourvoir dans le futur	22			(8 373)
Financement des investissements en cours	23			
	24	(231 355)	(169 291)	(80 897)
	25	(18 825)	80 668	(56 817)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		165 810	(9 833)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		25 000	606 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	8 150 ) (	14 615 ) (	1 178)
Sécurité publique	3 (	5 000 ) (	2 963 ) (	329 318)
Transport	4 (	64 000 ) (	336 489 ) (	104 154)
Hygiène du milieu	5 (	) (	9 470 ) (	4 310)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () (
Loisirs et culture	8 (	40 000 ) (	17 117 ) (	658 421)
Réseau d'électricité	9 (	25 000) () () (
	10 (	142 150 ) (	380 654 ) (	1 097 381)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			398 600
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	142 150	51 104	32 229
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		66 000	38 717
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		344 143	13 987
	17	142 150	461 247	84 933
	18		80 593	(613 848)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		105 593	(7 848)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 112 808	1 058 360	1 004 737
Charges sociales	2	238 858	238 283	229 638
Biens et services	3	1 823 586	1 864 283	1 793 252
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	195 110	202 835	229 866
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 000	9 059	12 023
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	472 987	482 761	465 054
Autres	10		11 548	3 877
Autres organismes	11		68 220	110 401
Amortissement des immobilisations	12	653 322	708 428	684 774
Autres				
-	13		8 450	14 693
-	14			
-	15			
	16	4 497 671	4 652 227	4 548 315

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	3 738 506	3 735 006	3 633 261
Paiements tenant lieu de taxes	2	123 436	139 185	123 159
Quotes-parts	3			
Transferts	4	222 988	297 535	341 538
Services rendus	5	85 920	140 857	130 793
Imposition de droits	6	198 250	259 341	251 203
Amendes et pénalités	7	18 000	16 761	13 592
Intérêts	8	25 000	62 534	56 339
Autres revenus	9	104 396	111 150	651 414
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 516 496	4 762 369	5 201 299
Charges				
Administration générale	12	763 220	756 393	795 745
Sécurité publique	13	550 079	528 565	517 739
Transport	14	1 139 432	1 203 447	1 220 874
Hygiène du milieu	15	914 894	892 762	841 884
Santé et bien-être	16	5 870	2 298	5 870
Aménagement, urbanisme et développement	17	297 710	371 374	286 766
Loisirs et culture	18	630 356	685 494	637 548
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	196 110	211 894	241 889
	21	4 497 671	4 652 227	4 548 315
Excédent (déficit) de l'exercice	22	18 825	110 142	652 984
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		9 912 558	9 259 573
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		9 912 558	9 259 573
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		10 022 700	9 912 557

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	18 825	110 142	652 984
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	142 150 ) (	380 654 ) (	1 097 381)
Produit de cession	3		4 137	4 500
Amortissement	4	653 322	708 428	684 774
(Gain) perte sur cession	5		(1 880)	(4 500)
Réduction de valeur	6			
	7	511 172	330 031	(412 607)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(5 297)	(3 562)
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 602)	15 232
	11		(7 899)	11 670
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	529 997	432 274	252 047
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(3 930 948)	(4 182 995)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(3 930 948)	(4 182 995)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(3 498 674)	(3 930 948)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 303 468	163 974
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 828 489	925 803
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7 12 686	13 301
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 1 144 643	1 103 078
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires	11	33 144
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12 405 876	277 939
Revenus reportés (note 11)	13 17 979	21 440
Dette à long terme (note 12)	14 4 219 462	4 701 503
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 4 643 317	5 034 026
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17 (3 498 674)	(3 930 948)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 13)	18 13 460 919	13 790 949
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19 2 161	2 161
Stocks de fournitures	20 20 481	15 184
Autres actifs non financiers (note 15)	21 37 813	35 211
	22 13 521 374	13 843 505
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 10 022 700	9 912 557
Engagements contractuels (note 16)		
Éventualités (note 17)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	110 142	652 984
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	708 428	684 774
Autres			
-Gain sur disposition	3	(1 880)	(4 500)
-	4		
	5	816 690	1 333 258
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	97 314	447 316
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	127 937	(98 975)
Revenus reportés	11	(3 461)	(2 843)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	615	7 671
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	(5 297)	(3 562)
Autres actifs non financiers	15	(2 602)	15 232
	16	1 031 196	1 698 097
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(380 654)	(1 097 381)
Produit de cession	18	4 137	4 500
	19	(376 517)	(1 092 881)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		398 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(488 252)	(687 008)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(33 144)	(251 629)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 211	6 211
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(515 185)	(533 826)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	139 494	71 390
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	163 974	92 584
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	303 468	163 974

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La Municipalité a versé, au cours de l'exercice, un montant de 474 450 \$ à la MRC des Laurentides à titre de quotes-parts.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette méthode consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égards au moment où elles sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est essentiellement déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Réseau d'électricité	20 ans
Bâtiments	30 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	8 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans

L'amortissement des immobilisations en cours sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite des élus municipaux**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

H) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	146 912	52 945
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
L'encaisse affectée est constituée des montants suivants :			
Fonds de roulement		74 585 \$	
Réserve financière pour flotte de véhicule		23 216 \$	
Fonds de parcs et terrains de jeux		15 577 \$	
Fonds local réservé à la réfection et l'entretien de certaines voies publiques		11 427 \$	
Fonds d'amortissement de la SQAE		22 107 \$	

		146 912 \$	
		=====	
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	284 864	240 400
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	365 646	492 213
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	27 736	
Organismes municipaux	8	11 896	68 218
Autres			
- Droits de mutation	9	103 539	82 425
- Entreprises, organismes, etc.	10	34 808	42 547
	11	828 489	925 803
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	271 160	298 686
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	271 160	298 686
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	10 096	8 881
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	12 686	13 301
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>12 686</u>	<u>13 301</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	68 230	70 864
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	13 432	8 976
	33	<u>81 662</u>	<u>79 840</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	257 777	135 555
Salaires et avantages sociaux	38	114 690	105 835
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42		
- Intérêts courus	43	33 409	36 549
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>405 876</u>	<u>277 939</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Surplus actuariel RREM	50	17 979	21 440
-	51		
	52	<u>17 979</u>	<u>21 440</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,29	4,69	2013	2015	53	3 839 400	4 182 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	10,00	10,00	2014	2020	55	181 523	224 393
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres	0,00	6,93	2011	2018	58	215 728	317 610
					59	4 236 651	4 724 903
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(17 189)	(23 400)
					61	4 219 462	4 701 503

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	358 800	78	87	137 562	95	496 362
2012	63	71	375 000	79	88	75 132	96	450 132
2013	64	72	2 197 500	80	89	60 278	97	2 257 778
2014	65	73	714 800	81	90	26 465	98	741 265
2015	66	74	193 300	82	91	14 521	99	207 821
2016 et +	67	75		83	92	83 293	100	83 293
	68	76	3 839 400	84	93	397 251	101	4 236 651
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	3 839 400	86	94	397 251	103	4 236 651

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	132	159	186	
Eaux usées	105	133	160	187	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	3 725 958	134 317 919	161 188	4 043 877
Autres	107	11 873 297	135 162	189	11 873 297
Réseau d'électricité	108	161 760	136 163	190	161 760
Bâtiments	109	1 840 021	137 12 846	164 191	1 852 867
Améliorations locatives	110	2 289	138 165	192	2 289
Véhicules	111	2 041 734	139 9 361	166 7 313	193 2 043 782
Ameublement et équipement de bureau	112	351 268	140 6 346	167 1 522	194 356 092
Machinerie, outillage et équipement divers	113	237 228	141 20 791	168 195	258 019
Terrains	114	336 528	142 13 391	169 196	349 919
Autres	115		143 170	197	
	116	<u>20 570 083</u>	<u>144 380 654</u>	<u>171 8 835</u>	<u>198 20 941 902</u>
Immobilisations en cours	117		145	172	199
	118	<u>20 570 083</u>	<u>146 380 654</u>	<u>173 8 835</u>	<u>200 20 941 902</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	147	174	201	
Eaux usées	120	148	175	202	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	821 332	149 197 872	176 203	1 019 204
Autres	122	4 388 796	150 325 199	177 204	4 713 995
Réseau d'électricité	123	107 845	151 3 517	178 205	111 362
Bâtiments	124	553 772	152 46 222	179 206	599 994
Améliorations locatives	125	764	153 152	180 207	916
Véhicules	126	461 708	154 110 892	181 5 924	208 566 676
Ameublement et équipement de bureau	127	288 994	155 11 314	182 655	209 299 653
Machinerie, outillage et équipement divers	128	155 923	156 13 260	183 210	169 183
Autres	129		157 184	211	
	130	<u>6 779 134</u>	<u>158 708 428</u>	<u>185 6 579</u>	<u>212 7 480 983</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>13 790 949</u>		213	<u>13 460 919</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214	217	219	221	
Amortissement cumulé	215	()	218 ()	220 ()	222 ()
Valeur comptable nette	216			223	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	2 161	2 161
	227	2 161	2 161
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	2 161	2 161
Note			

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	28 680	15 944
Frais reportés			
- Équilibrage du rôle triennal	231	9 133	18 267
- Dépôt sheriff	232		1 000
	233	37 813	35 211
Note			

16. Engagements contractuels

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 960 340 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2011	-	344 960 \$
2012	-	336 818 \$
2013	-	226 546 \$
2014	-	52 016 \$

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Au cours de l'exercice 2007, la Municipalité a cautionné un prêt de 24 015 \$ pour l'acquisition d'une mule et d'accessoires par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 10 ans, soit jusqu'en novembre 2017. Le solde de ce prêt, au 31 décembre 2010, est de 18 737 \$.

La Municipalité dispose d'une marge de crédit de 1 100 000 \$ au 31 décembre 2010, le tout porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable le 30 juin 2011.

b) Auto-assurance

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2010, il y a un montant de 545 100 \$ d'évaluations contestées. Aucune provision relativement à ce montant n'a été comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

20. Instruments financiers

Pour certains instruments financiers de la Municipalité dont l'encaisse, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Pour les dettes à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	160 973	120 797
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	249 635	415 957
Montant à pourvoir dans le futur	3 ()	(
Financement des investissements en cours	4	114 503	8 910
Investissement net dans les éléments à long terme	5	9 497 589	9 366 893
	6	10 022 700	9 912 557

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Entretien réseau d'égouts	7	43 874	30 286
- Entretien réseau d'aqueduc	8	15 661	18 516
- Aménagement parc des Cheminots	9	40 282	
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	99 817	48 802
Réserves financières			
- Flotte de véhicules	15	21 927	27 432
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20	21 927	27 432
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	74 585	35 509
Fonds parcs et terrains de jeux	22	15 576	250
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	11 427	51 688
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	22 107	25 513
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	4 196	226 763
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	127 891	339 723
	33	249 635	415 957

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 114 503	8 910
Investissements à financer	46 () ()	()
	47 114 503	8 910
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 13 460 919	13 790 949
Propriétés destinées à la revente	49 2 161	2 161
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 13 463 080	13 793 110
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 4 219 462	4 701 503
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 17 189	23 400
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (271 160) ()	(298 686)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 3 965 491	4 426 217
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 3 965 491	4 426 217
	61 9 497 589	9 366 893

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 13 301	20 972
Charge de l'exercice	5 (68 230)	(70 864)
Cotisations versées par l'employeur	6 67 615	63 193
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>12 686</u>	<u>13 301</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 1 601 955	1 410 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>1 588 772</u>)	(<u>1 424 433</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 13 183	(14 313)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (497)	27 614
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 12 686	13 301
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>12 686</u>	<u>13 301</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u> </u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u> </u>	1 410 120
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u> </u>)	(1 424 433)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u> </u>)	(<u>14 313</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 101 186	88 313
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u> </u>
	21 101 186	88 313
Cotisations salariales des employés	22 (35 548)	(31 118)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 65 638	57 195
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 1 726	7 234
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u> </u>	<u> </u>
Autres	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>67 364</u>	<u>64 429</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 94 847	85 820
Rendement espéré des actifs	34 (<u>93 981</u>)	(<u>79 385</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>866</u>	<u>6 435</u>
Charge de l'exercice	36 <u>68 230</u>	<u>70 864</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 120 366	167 510
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (93 980)	(79 385)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 26 386	88 125
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 34 936	51 710
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 1 601 955	1 410 120
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,50 %	6,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,50 %	6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 3,00 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Âge de la retraite	52 60	60
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	2 959	2 664
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 971	6 133
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	3 461	2 843
98	13 432	8 976

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	4 236 651
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	22 107
Débiteurs	9	271 160
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	12 686
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	3 930 698
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	21 799
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	331 803
Endettement total net à long terme	19	4 284 300
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	4 284 300
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 738 258	2 753 603	2 654 560
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	85 089	53 904	66 039
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	124 147	128 350	129 537
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		(15 300)	
	9	2 947 494	2 920 557	2 850 136
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	142 991	145 734	138 027
Égout	11	109 034	110 471	109 139
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	341 890	358 392	344 672
Autres				
-Environnement	14	24 340	24 868	23 525
-Chien	15	2 115	2 205	2 055
-Compensation	16	9 301	11 081	
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	161 341	161 698	165 707
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	791 012	814 449	783 125
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	791 012	814 449	783 125
	26	3 738 506	3 735 006	3 633 261

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	5 757	5 713	5 639
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	352	484	470
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	82 483	82 483	82 483
	31	88 592	88 680	88 592
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	23 290	35 687	23 290
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	9 261	12 796	9 261
	35	32 551	48 483	32 551
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	121 143	137 163	121 143
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 570	1 219	1 223
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	723	803	793
Taxes d'affaires	44			
	45	2 293	2 022	2 016
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	123 436	139 185	123 159

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		57 189
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56	(2 638)	16 990
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	65 485	65 485
Enlèvement de la neige	59	65 484	65 484
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	13 143	14 980
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 976	15 575
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	13 375	
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		4 820
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	162 088	240 523
		208 429	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		10 000
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	25 000	58 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	25 000	68 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	60 900	64 106	33 015
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	60 900	64 106	33 015
TOTAL DES TRANSFERTS	140	222 988	297 535	341 538

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145	48 835	
Sécurité incendie	146	1 500	1 800
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149	1 500	50 635
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150	1 250	1 829
Enlèvement de la neige	151	1 250	1 829
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	2 500	3 658
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177	701	
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180	701	
Réseau d'électricité	181		
	182	4 000	54 994
			3 306

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	23 200	23 241	53 688
Sécurité publique	184	4 000	7 224	11 494
Transport				
Réseau routier	185	27 000	16 200	25 496
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	6 100		6 120
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	1 400	2 427	1 556
Loisirs et culture	194	20 220	36 771	29 133
Réseau d'électricité	195			
	196	81 920	85 863	127 487
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	85 920	140 857	130 793
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	15 000	31 305	18 680
Droits de mutation immobilière	199	133 250	139 938	146 396
Droits sur les carrières et sablières	200		88 098	86 127
Autres	201	50 000		
	202	198 250	259 341	251 203
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	18 000	16 761	13 592
INTÉRÊTS	204	25 000	62 534	56 339
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 880	4 500
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210	81 900	70 034	90 339
Autres	211	22 496	39 236	556 575
	212	104 396	111 150	651 414

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	109 636	100 637		100 637	105 125
Application de la loi	2	19 900	8 599		8 599	33 648
Gestion financière et administrative	3	402 807	403 611	15 674	419 285	415 792
Greffe	4	140 894	115 410		115 410	128 233
Évaluation	5	50 389	60 185		60 185	46 417
Gestion du personnel	6	22 046	51 062		51 062	61 061
Autres	7	1 071	1 215		1 215	5 469
	8	746 743	740 719	15 674	756 393	795 745
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	352 764	351 828		351 828	316 245
Sécurité incendie	10	147 380	118 157	47 502	165 659	190 004
Sécurité civile	11					
Autres	12	10 829	11 078		11 078	11 490
	13	510 973	481 063	47 502	528 565	517 739
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	512 304	552 385	293 784	846 169	832 046
Enlèvement de la neige	15	336 328	315 676		315 676	344 600
Éclairage des rues	16	22 440	25 808	3 517	29 325	27 718
Circulation et stationnement	17	7 344	3 087		3 087	1 673
Transport collectif						
Transport en commun	18	9 154	9 190		9 190	8 149
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					6 688
	22	887 570	906 146	297 301	1 203 447	1 220 874

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2009</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	57 457	77 672	292 390	370 062	194 634
Réseau de distribution de l'eau potable	24	60 587	40 177		40 177	50 454
Traitement des eaux usées	25	61 329	65 736		65 736	207 846
Réseaux d'égout	26	36 840	43 859		43 859	29 851
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	175 920	135 248		135 248	167 060
Élimination	28	83 602	96 245		96 245	52 832
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	100 344	119 526		119 526	134 450
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 000	14 312		14 312	
Protection de l'environnement	38	45 426	7 597		7 597	4 757
Autres	39					
	40	623 505	600 372	292 390	892 762	841 884
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 870	2 298		2 298	5 870
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 870	2 298		2 298	5 870
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	210 172	274 121	11 395	285 516	181 094
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					8 937
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	13 277	13 452		13 452	20 665
Tourisme	49	52 866	72 406		72 406	76 070
Autres	50					
Autres	51	10 000				
	52	286 315	359 979	11 395	371 374	286 766

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalisations 2010		Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	156 805	210 012	17 519	227 531	142 717
Patinoires intérieures et extérieures	54	27 300	28 523		28 523	24 146
Piscines, plages et ports de plaisance	55	88 873	105 932	3 628	109 560	109 768
Parcs et terrains de jeux	56	195 568	181 236	11 400	192 636	219 517
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	468 546	525 703	32 547	558 250	496 148
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	118 717	115 625	11 619	127 244	141 400
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	118 717	115 625	11 619	127 244	141 400
	67	587 263	641 328	44 166	685 494	637 548
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	195 110	202 835		202 835	229 866
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 000	9 059		9 059	12 023
	73	196 110	211 894		211 894	241 889
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	653 322	708 428	(708 428)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la MUNICIPALITÉ DE LABELLE (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables agréés

PATRICE FORGET, CA auditeur
MONT-TREMBLANT

DATE 2011-03-29

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-11 07:00:34

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>3 750 306</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	15 300
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10 <u>15 300</u>
Revenus de taxes	11	<u>3 735 006</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 735 006
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>3 735 006</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	94 279	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>94 279</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>3 640 727</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	353 547 100
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	356 262 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	354 904 900

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	3 640 727
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	354 904 900
Taux global de taxation réel de 2010	6	<input style="width: 20px;" type="text" value="1"/> , <input style="width: 20px;" type="text" value="0"/> <input style="width: 20px;" type="text" value="2"/> <input style="width: 20px;" type="text" value="5"/> <input style="width: 20px;" type="text" value="8"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		4 310
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	64 000	317 919
Ponts, tunnels et viaducs	7		96 717
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	5 000	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	3 150	12 846
Édifices communautaires et récréatifs	14		510 000
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		9 361
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	6 346
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 000	20 791
Terrains	20	35 000	13 391
Autres	21	25 000	138 276
	22	142 150	380 654
			1 097 381

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		4 310
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		4 310

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 182 900	24	47	343 500	70		3 839 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25	48		71		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	224 393	26	49	42 870	72		181 523
Organismes municipaux	4		27	50		73		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28	51		74		
Autres	6	317 610	29	52	101 882	75		215 728
	7	4 724 903	30	53	488 252	76		4 236 651
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31	54		77		
Réserves financières et fonds réservés	9	25 513	32	55	3 406	78		22 107
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	1 634 893	33	56	210 237	79		1 424 656
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	2 765 811	34	57	247 083	80		2 518 728
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35	58		81		
	13	4 426 217	36	59	460 726	82		3 965 491
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	298 686	37	60	27 526	83		271 160
Organismes municipaux	15		38	61		84		
Autres tiers	16		39	62		85		
Autres	17		40	63		86		
	18	298 686	41	64	27 526	87		271 160
Prêts								
	19		42	65		88		
	20	298 686	43	66	27 526	89		271 160
	21	4 724 903	44	67	488 252	90		4 236 651
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45	68		91		
	23	4 724 903	46	69	488 252	92		4 236 651

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	50 389	60 185	46 417
Autres	3	68 381	69 288	68 617
Sécurité publique				
Police	4	578		578
Sécurité incendie	5	4 896	4 960	4 346
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 000	3 038	2 699
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	329 969	329 308	326 992
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 277	13 452	12 898
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	2 497	2 530	2 507
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	472 987	482 761	465 054

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	6,44	11	40	18	337 684	28	83 540	38	421 224
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	5,84	13	35	20	202 353	30	50 939	40	253 292
Cols bleus	4	10,65	14	40	21	394 223	31	86 999	41	481 222
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	20,00	16	1	23	51 726	33	2 865	43	54 591
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	42,93			25	985 986	35	224 343	45	1 210 329
Élus	9	7,00			26	72 374	36	13 940	46	86 314
	10	49,93			27	1 058 360	37	238 283	47	1 296 643

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	13 768	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49		57
Traitement des eaux usées	50		58
Réseaux d'égout	51		59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	8 599	27		53	8 599	79		105	8 599	131	
Évaluation	2	60 185	28		54	60 185	80		106	60 185	132	
Autres	3	671 935	29	15 674	55	687 609	81	23 241	107	664 368	133	2 849
	4	740 719	30	15 674	56	756 393	82	23 241	108	733 152	134	2 849
Sécurité publique												
Police	5	351 828	31		57	351 828	83	48 835	109	302 993	135	
Sécurité incendie	6	118 157	32	47 502	58	165 659	84	9 024	110	156 635	136	18 991
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137	
Autres	8	11 078	34		60	11 078	86		112	11 078	138	
	9	481 063	35	47 502	61	528 565	87	57 859	113	470 706	139	18 991
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	552 385	36	293 784	62	846 169	88	18 029	114	828 140	140	99 548
Enlèvement de la neige	11	315 676	37		63	315 676	89	1 829	115	313 847	141	
Autres	12	28 895	38	3 517	64	32 412	90		116	32 412	142	2 600
Transport collectif	13	9 190	39		65	9 190	91		117	9 190	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	906 146	41	297 301	67	1 203 447	93	19 858	119	1 183 589	145	102 148
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	77 672	42	292 390	68	370 062	94		120	370 062	146	40 753
Réseau de distribution de l'eau potable	17	40 177	43		69	40 177	95		121	40 177	147	11 417
Traitement des eaux usées	18	65 736	44		70	65 736	96		122	65 736	148	13 879
Réseaux d'égout	19	43 859	45		71	43 859	97		123	43 859	149	21 857
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	231 493	46		72	231 493	98		124	231 493	150	
Matières recyclables	21	119 526	47		73	119 526	99		125	119 526	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	14 312	49		75	14 312	101		127	14 312	153	
Protection de l'environnement	24	7 597	50		76	7 597	102		128	7 597	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	600 372	52	292 390	78	892 762	104		130	892 762	156	87 906

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux	Frais de financement
		+		=		-		=		
Santé et bien-être										
Logement social	157	2 298	172	187	2 298	202	217	2 298	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	2 298	175	190	2 298	205	220	2 298	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	274 121	176	11 395	285 516	206	2 427	283 089	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	85 858	178	193	85 858	208	223	85 858	238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	359 979	180	11 395	371 374	210	2 427	368 947	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	525 703	181	32 547	558 250	211	34 694	523 556	241	
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	115 625	182	11 619	127 244	212	2 778	124 466	242	
Autres	168		183	198		213	228		243	
	169	641 328	184	44 166	685 494	214	37 472	648 022	244	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	3 731 905	186	708 428	4 440 333	216	140 857	4 299 476	246	211 894

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	380 654	1 097 381
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	380 654	1 097 381

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	120 797	167 714
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	120 797	167 714
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	165 810	(9 833)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(19 213)
Activités d'investissement	6	(66 000)	(38 717)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(59 634)	20 846
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	40 176	(46 917)
Solde à la fin de l'exercice	11	160 973	120 797
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	415 957	164 599
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	415 957	164 599
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	118 187	59 508
Activités d'investissement	16	(344 143)	(13 987)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	59 634	(20 846)
Financement des investissements en cours	18		226 683
	19	(166 322)	251 358
Solde à la fin de l'exercice	20	249 635	415 957

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	(8 373)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	(8 373)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	8 373
	32	8 373
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 8 910	243 441
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 8 910	243 441
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 105 593	(7 848)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	(226 683)
	41 105 593	(234 531)
Solde à la fin de l'exercice	42 114 503	8 910
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 9 366 893	8 692 192
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 9 366 893	8 692 192
Variation de l'exercice	46 130 696	674 701
Solde à la fin de l'exercice	47 9 497 589	9 366 893

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 226 763	2	3	4	5 222 567	6	7 4 196
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 226 763	16	17	18	19 222 567	20	21 4 196

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[][] , [][][][] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[][0] , [6 | 3 | 4 | 7] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[][0] , [6 | 3 | 4 | 7] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[][1] , [2 | 1 | 0 | 1] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[][1] , [2 | 1 | 0 | 1] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[][0] , [6 | 3 | 4 | 7] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[][0] , [0 | 2 | 4 | 4] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[][] , [][][][] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 5 | 8	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 2 | 3	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 0	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SQAE SECTEURS DESSERVIS	,0491	1	
SQAE SECTEURS NON-DESSERVIS	,0041	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	,2386	1	
REGL. 2002-60 SECTEUR FRAMBOISIER	221,3900	4	
REGL. 2004-90 LIGNE ÉLECTRIQUE	130,8200	4	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	,0145	1	
REGL. 114 SECTEURS DESSERVIS	58,2300	4	
REGL. 114 SECTEURS NON-DESSERVIS	,0067	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	,0183	1	
REGL. 115 SECTEURS DESSERVIS	49,4300	4	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	,0085	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS DESSERVIS	,0039	1	
REGL. 2005-106 SECTEURS NON-DESSEI	34,1500	4	
Sureté du Québec	,1010	1	
Environnement	10,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	15 300 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	11 790 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	4 000	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1, rue du Pont
(no) (rue)

Labelle J0T 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mfturpin@municipalite.labelle.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Claire Coulombe

Téléphone (819) 681-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 686-3820
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ccoulombe@municipalite.labelle.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Amyot Gélinas, senc

Titre Comptables agréés

Adresse 969, rue de Saint-Jovite, bureau 201
(no) (rue)

Mont-Tremblant J8E 3J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 425-8691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 425-9266
(ind. rég.) (numéro)

Courriel patrice@forget.org

Responsable du dossier Patrice Forget, CA, Associé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

_____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-11 07:00:34

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
(Nom)
de Labelle _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 110 142 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 3 640 727 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-04-11 07:00:34

Dernière modification : 2011-04-11 07:00:34

Réservé au ministère

10 022 700	110 142	3 640 727	1,0258
------------	---------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)